

4. UNITÉ D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Prof. Aline Helg (jusqu'au 31 août 2008)
Prof. Sandrine Kott (dès le 1 septembre 2008)

Depuis que le XX^e siècle est devenu histoire, le champ chronologique de l'histoire contemporaine s'est considérablement allongé, commençant avec les révolutions étasunienne, française et haïtienne de la fin du XVIII^e siècle et se poursuivant au-delà de la chute du mur de Berlin. Le lien avec l'actualité, qui fut si fort durant la dernière décennie, n'a pas disparu. Et les problématiques ne cessent de se renouveler et d'interroger le passé. Les répercussions des régimes totalitaires, de la Deuxième Guerre mondiale et de la décolonisation placent l'historien(ne) au cœur d'une réflexion qui agite la société civile et médiatique, les milieux politiques et économiques. Plus près de nous, l'ouverture progressive des archives sur la guerre d'Algérie, Mai 68 et le bloc soviétique offre de nouveaux espaces de recherches, alors que la notion de "mondialisation", en faisant éclater les frontières nationales et européennes, oblige les historiens à se placer dans une perspective résolument transnationale.

C'est donc un moment privilégié pour faire des études en histoire, se préparer à comprendre la préhistoire du présent ayant toujours été un mobile majeur pour ceux et celles qui ont choisi le métier d'historien. L'unité d'histoire contemporaine dispose des moyens pour appréhender cette période dans toute sa complexité. Les compétences des enseignants permettent une vision plurielle du passé, tant du point de vue méthodologique que de celui des espaces géographiques et culturels abordés. L'unité rassemble en effet des spécialistes des relations internationales, du phénomène totalitaire, des sociétés américaines et européennes ; elle s'intéresse aussi à l'histoire des transferts culturels, à celle de la mémoire et aux formes modernes du politique. Plusieurs projets de recherche de longue haleine, financés par des sources extérieures, témoignent de l'excellence de nos collègues et de leur rayonnement international. L'existence à Genève d'archives locales, nationales et surtout internationales offre aux enseignants et aux étudiants des possibilités uniques de recherche sur sources primaires.

Outre ses enseignements pour les étudiant(e)s en Lettres, depuis octobre 2005 l'unité offre aussi, conjointement avec la Faculté des Sciences Économiques et Sociales et la Faculté de Droit, des enseignements destinés aux étudiant(e)s candidats au Bachelor interfacultaire en Relations internationales, assurant ainsi la place de l'histoire contemporaine dans ce nouveau diplôme.

Pendant l'année 2008-2009, l'unité continuera d'offrir un vaste éventail de cours et de séminaires portant sur l'Europe au sens large, la Russie et les Amériques ainsi que les relations internationales et les transferts interculturels, depuis que Matthias Schulz (p.o.) et Sébastien Farré (m.a.) nous ont rejoints l'année passée. Notre unité accueillera aussi deux nouveaux assistants, Marie-Luce Desgrandchamps et Damiano Matasci. Alors que Christoph Conrad (p.o.) sera en congé sabbatique, cette année notre programme sera enrichi par les enseignements en suppléance de Philippe Papin (professeur invité) sur le Vietnam, de Jean-François Fayet sur la Russie soviétique, de Matthieu Leimgruber sur l'Etat providence en Suisse et en Europe au XX^e siècle, et de Gilles Pécout (professeur invité) sur l'Italie et la Méditerranée au XIX^e siècle. Mais il n'y a malheureusement pas d'arrivée sans départ, et notre unité souhaite une heureuse retraite à son collaborateur de longue date, Antoine Fleury, professeur titulaire spécialiste des relations internationales.

PRÉSENTATION DES ENSEIGNANTS

WLADIMIR BERELOWITCH. Maître de conférences (1990-1998), puis directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales de Paris (1998-2000), il est professeur ordinaire aux Départements de Langues et littératures méditerranéennes, slaves et orientales et d'Histoire générale depuis 2000. **Domaine de spécialité : la Russie impériale (XVIII^e-XIX^e siècles), histoire socio-culturelle. Principales publications :** La soviétisation de l'école russe, 1917-1931, Lausanne, L'Age d'Homme, 1990; Histoire de Saint-Pétersbourg (en collaboration avec Olga Medvedkova), Paris, Fayard, 1996.

MAURO CERUTI. Maître d'enseignement et de recherche de 1989 à 2003, puis professeur titulaire. Etudes d'histoire à la Faculté des Lettres de l'Université de Genève, où il obtient son doctorat en histoire en 1984. Travaux sur l'histoire du mouvement ouvrier, sur l'antifascisme, les relations italo-suisse, l'immigration italienne en Suisse et la politique extérieure de la Suisse. Collabore également à la publication des Documents Diplomatiques Suisses.

MICHEL CHRISTIAN. Assistant, il prépare une thèse sous la direction de la Prof. Sandrine Kott sur les identités et les cultures partisans dans les partis communistes du bloc, en se concentrant sur les cas est-allemand et tchécoslovaque. Il s'intéresse à la place que ces partis ont eue dans la société qu'ils étaient censés englober, la question étant moins celle de la prise du pouvoir, que celle des modalités de sa persistance. Dans cette perspective, il tente de déconstruire les schémas d'interprétation de la domination politique au sein de ces partis, pour mettre en évidence la logique propre des acteurs et du système dans lequel ils agissent. L'utilisation de la comparaison doit aider à aborder le phénomène communiste de manière transnationale pour comprendre le fonctionnement de l'organisation partisane de type communiste en tant que telle. Il animera deux séminaires au semestre d'été, l'un sur le thème « Partis communistes et sociétés » et l'autre dans le cadre du cours de la Prof. Sandrine Kott (Histoire de l'Europe XIX-XX^e siècles) proposé en BARI.

CHRISTOPH CONRAD. Professeur ordinaire depuis 2002. Il a obtenu un doctorat en histoire contemporaine (Dr. phil.) à l'Université Libre de Berlin en 1992, où il fut successivement maître-assistant et, de 1997 à 2000, administrateur responsable du Centre d'histoire comparée de l'Europe. Il a été chercheur invité au CNRS à Paris, à l'Université de Cambridge (Angleterre), au Center for European Studies de l'Université de Harvard (1994/95), au Netherlands Institute for Advanced Studies (NIAS) (2001/2002), au Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung (2003 et 2005) et à l'Institut des Sciences de l'Homme (IWM) à Wien (2007). Professeur invité à l'EHESS Paris en 1997, 1999, 2001 et 2008 ainsi qu'à l'Ecole Normale Supérieure (rue d'Ulm) en 1998. Ses domaines de recherche sont l'histoire comparée des États providence, le développement des sondages d'opinion et des études de marché, et l'histoire des historiographies nationales aux XIX^e et XX^e siècles. Il co-dirige le programme international de recherche "Les représentations du passé : l'écriture des histoires nationales en Europe", financé par la Fondation Européenne des Sciences (ESF) de 2003 à 2008. En Suisse, il faisait partie du comité directeur du PNR 51 « Intégration et exclusion » du Fonds National (2003-2008). En France, il est membre du Comité scientifique du réseau national des Maisons des Sciences de l'Homme. Il est membre du comité éditorial de la revue Le Mouvement Social, du comité de rédaction de Geschichte und Gesellschaft, de la rédaction associée des Actes de la Recherche en Sciences Sociales et du conseil du forum de discussion sur internet H-Soz-u-Kult. Pendant l'année académique 2008-09 il bénéficie d'un congé scientifique qu'il passera en tant que Senior fellow à l'Institut d'études avancées de l'Université de Freiburg (FRIAS) en Allemagne et, ensuite, comme Visiting fellow au Center for European Studies de l'Université de Harvard (Etats-Unis).

MARIE-LUCE DESGRANDCHAMPS. Assistante depuis septembre 2008, elle est licenciée en Relations internationales de l'Université de Genève et l'HEI et s'est spécialisée en Histoire des relations internationales à l'Institut des sciences politiques à Paris. Elle prépare actuellement une thèse de doctorat sur l'action humanitaire d'organisations internationales et d'ONG lors de la crise du Biafra de 1967 à 1970. Ses domaines d'intérêt comprennent aussi la politique étrangère

des Etats-Unis vis-à-vis du Tiers Monde, la politique étrangère française et l'histoire transnationale de l'humanitaire.

SÉBASTIEN FARRÉ. Maître-assistant depuis 2007, il propose des enseignements dans le cadre du bachelor en histoire générale et du bachelor en Relations internationales. Il coordonne également un module pour le master of advanced studies du Programme interdisciplinaire en Etudes humanitaires (PIAH). Ses domaines de recherche sont la guerre civile espagnole, le franquisme, les relations entre la Suisse et l'Espagne, l'immigration en Suisse. Il travaille actuellement sur la dimension internationale de l'action humanitaire durant l'entre-deux-guerres.

JEAN-FRANÇOIS FAYET. Maître d'enseignement et de recherche suppléant (SMER) au département d'histoire de l'Université de Genève et chargé d'enseignement invité à l'Institut des Hautes Etudes Internationales, Jean-François Fayet est diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (section histoire des relations internationales), de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, EHESS Paris (section études slaves), de la Faculté d'Ethnologie de Paris VIII et docteur ès Lettres de l'Université de Genève (Karl Radek : Biographie politique, Berne, Lang, 2004, épuisé). Co-directeur en 2001-2005 du projet FNS L'entente internationale anticommuniste (EIA) de Théodore Aubert, un réseau international de lutte anticommuniste, **il a dirigé à Moscou de 2004 à 2006 une recherche sur l'Histoire de la propagande culturelle soviétique en Suisse durant l'entre-deux-guerres et participe aujourd'hui au projet international d'un Dictionnaire des institutions de la politique étrangère soviétique (projet Cultintern). Membre du comité de rédaction de la revue The International Newsletter of Communist Studies (Mannheim) et de Twentieth Century Communism (London, Lawrence & Wishart). Membre du Bureau de l'Association internationale d'histoire contemporaine de l'Europe. Principaux sujets de recherche et d'enseignement : la politique extérieure soviétique, la diplomatie culturelle et humanitaire, les Internationales ouvrières et anticommunistes, histoire du totalitarisme et des cultures politiques.**

ALIX HEINIGER. Assistante depuis octobre 2006, elle a terminé sa licence spéciale au Département d'histoire générale en octobre 2005 avec un mémoire sur l'internement spécial de réfugiés politiques en Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale. Elle travaille actuellement sur une thèse de doctorat consacrée à l'étude comparative des comités Freies Deutschland en France, Suisse et Belgique entre 1943 et 1973. Elle aborde ces mouvements de résistance allemands contre le nazisme par l'approche prosopographique sur une moyenne durée pour mettre en perspective les carrières politiques et la réinsertion des membres dans les nouveaux états allemands de l'après-guerre. Dans le cadre du BARI, elle animera le séminaire « Histoire de l'Europe XIXe et XXe » et « Méthodes de recherche en histoire transnationale » au semestre de printemps.

ALINE HELG. Professeur ordinaire depuis 2003, elle a obtenu un doctorat ès lettres à l'Université de Genève en 1983. Elle a enseigné successivement au Département de Sciences Politiques de l'Université des Andes à Bogotá, à la Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education et à l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement de l'Université de Genève et comme professeur au Département d'Histoire de l'Université du Texas à Austin (1989-2003). Elle a obtenu des bourses de recherche du Fonds National pour la Recherche Scientifique et du Ministère Suisse des Affaires Etrangères en Suisse, et aux Etats-Unis du National Humanities Center, de l'Université du Texas, du National Endowment for the Humanities, de l'American Philosophical Society et des fondations Ford, Mellon et Rockefeller. Elle a organisé des colloques internationaux et dirigé un programme d'échange académique entre l'Université du Texas et l'Université de la Havane à Cuba, financé par la Fondation MacArthur. Ses domaines de recherche sont les Amériques et le monde atlantique de l'ère des révolutions à nos jours, la diaspora africaine, l'ethnicité, le racisme et les droits civiques comparés. Elle a publié *Civiliser le peuple et former les élites. L'éducation en Colombie, 1918-1957* (Paris, 1984 et Bogotá, 1987 et 2001). Son deuxième ouvrage, *Our Rightful Share. The Afro-Cuban Struggle for Equality, 1886-1912* (Chapel Hill, 1995 et La Havane, 2000) a été le lauréat du prix de l'American Historical Association, de l'Association des Historiens des Caraïbes et de l'Association des Etudes des Caraïbes. Son troisième ouvrage, *Liberty and Equality in Caribbean Colombia, 1770-1835*, publié

à Chapel Hill en 2004, a gagné un prix de l'American Historical Association. Elle a récemment publié des articles dans les revues Comparative Studies in Society and History, Colonial Latin American Historical Review, Ethnohistory, Journal of Latin American Studies, Revista de Indias, Slavery & Abolition, América Negra, Cuadernos de Historia Contemporánea et Revista Iberoamericana ainsi que dans plusieurs ouvrages collectifs. Elle travaille à un nouveau livre provisoirement intitulé Après l'esclavage : unité et diversité des Amériques noires de l'abolition à la mondialisation.

SANDRINE KOTT. Professeur ordinaire de l'Université de Genève depuis 2004. Elle est agrégée d'histoire et docteur habilitée à diriger des recherches de l'Université de Paris I Sorbonne. Elle a enseigné à l'université de Poitiers (1991-2003) et été membre de l'Institut Universitaire de France entre 1997 et 2001. Elle participe depuis 1996 aux activités du laboratoire de recherches interdisciplinaire sur l'Allemagne à l'EHESS (Paris) et y anime depuis 2001 un groupe de recherche sur l'Europe centrale communiste et post-communiste. Elle est chercheuse associée au Centre Marc Bloch, Berlin. Elle dirige une collection d'ouvrages (Europes centrales) aux éditions Belin, Paris. Elle participe au comité de rédaction de Genèses, sciences sociales et histoire, Histoire et société. Revue européenne d'histoire sociale et Zeithistorische Forschungen. Elle a fait des séjours d'études et de recherches de longues durées dans les universités de Bielefeld (RFA), Princeton (New-Jersey), Columbia (New-York) et Santa-Barbara (Californie). Ses domaines de recherche sont : l'histoire sociale et culturelle des pays communistes et post-communistes d'Europe orientale ainsi que celle de la réforme sociale et de l'Etat social en France et Allemagne; elle travaille actuellement sur une approche transnationale des questions du travail à travers l'activité et le rôle de l'OIT. Elle mène également une réflexion méthodologique sur la question de la comparaison et des relations transnationales en sciences sociales. Elle a publié une soixantaine d'articles dans des revues scientifiques françaises, allemandes et américaines et les ouvrages suivants : L'Etat social allemand représentations et pratiques, Paris, Belin, (temps présents), 1995, L'Allemagne du XIX^e siècle, Paris, Hachette (Carré), 1999, Le communisme au quotidien. Les entreprises d'Etat dans la société est-allemande, Paris, Belin (socio-histoire), 2001, Bismarck, Paris, Presses de sciences po (facettes), 2003, (avec Stéphane Michonneau), Dictionnaire des nations et des nationalismes dans l'Europe contemporaine, Paris, Bordas, 2006 et a dirigé la publication de plusieurs ouvrages.

MATTHIEU LEIMGRUBER. Après des études d'histoire, anglais et sciences politiques à Lausanne, Norwich (University of East Anglia, GB) et New York (Columbia University, Fullbright Fellow, 2002-03), Matthieu Leimgruber a défendu en 2005 à l'Université de Lausanne un doctorat en histoire contemporaine. Dans le cadre d'une bourse postdoctorale du Fonds national suisse pour la recherche scientifique, il a ensuite séjourné comme chercheur invité à l'Institute for Social and Economic Research and Policy (Columbia University, 2005-07), à l'Institute of Historical Research (University of London, 2007) et à l'International Institute of Social History (Amsterdam, 2007-08). Ses recherches portent actuellement sur l'influence des milieux patronaux, et en particulier des assureurs, sur le développement des politiques sociales durant la deuxième moitié du 20^e siècle en Europe et en Amérique du Nord. Matthieu Leimgruber a publié deux livres: Taylorisme et management en Suisse romande, 1917-1950 (Lausanne, 2001) ainsi que Solidarity without the State? Business and the shaping of the Swiss welfare state, 1890-2000 (Cambridge, 2008)

DAMIANO MATASCI. Assistant depuis 2007. Après une licence en Histoire économique et sociale à l'Université de Genève, il a obtenu un diplôme de master en sciences sociales (mention Histoire) à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris. Il prépare actuellement une thèse de doctorat en cotutelle (Université de Genève-EHESS) portant sur la circulation des idées pédagogiques et des modèles scolaires en Europe occidentale (France, Suisse, Allemagne), fin XIX^e siècle-années 1920. Ses domaines d'intérêt sont l'histoire sociale de l'éducation et de l'enfance dans une perspective comparative et transnationale (XIX^e-XX^e siècles).

PHILIPPE PAPIN. Normalien, agrégé d'histoire, licencié en vietnamien, est titulaire d'un doctorat portant sur l'histoire de la ville de Hà-Nôi aux XIX^e et XX^e siècles. Ancien membre de l'École française d'Extrême-Orient, en poste au Viêt-Nam de 1991 à 2004, il est aujourd'hui directeur d'étude à l'École pratique des Hautes Études et directeur de l'équipe de recherche États et

Sociétés en Péninsule indochinoise. **Ses travaux, qui portent sur l'histoire sociale et religieuse des campagnes vietnamiennes, se fondent notamment sur les inscriptions gravées sur stèles. Il a publié une réédition critique et annotée de C.A. Hocquard (Une Campagne au Tonkin, Paris, Arléa, 1999, 520 p.), une Histoire de la ville de Hanoi (Fayard, 2001, 404 p.), ainsi qu'une étude générale sur le Viêt-Nam d'hier et d'aujourd'hui (Viêt-Nam, parcours d'une nation, Belin, 2003, 202 p.). Il dirige, avec ses collègues de Hà-Nôi, le programme d'inventaire et de publication du corpus des inscriptions anciennes du Viêt-Nam (10 volumes de textes originaux et quatre tomes de catalogue parus).**

GILLES PECOUT. Professeur des universités à l'Ecole normale supérieure (rue d'Ulm) et directeur d'études à l'Ecole pratique des Hautes Etudes (SHP-Sorbonne) où il est titulaire de la chaire «Histoire politique et culturelle de l'Europe méditerranéenne au XIX^e siècle». Ancien élève de l'ENS, agrégé d'histoire et ancien membre de l'Ecole française de Rome, il a été assistant d'histoire des relations internationales à l'Institut d'études politiques de Paris, chargé de conférences à l'EHESS, maître de conférences (1992) avant d'être élu professeur ordinaire à l'ENS en 2002. Spécialiste de l'Italie du XIX^e siècle, il s'est d'abord consacré à l'histoire de la sociabilité et de la politisation des campagnes, puis à la reconstitution des vecteurs sociaux, culturels, littéraires et politiques d'intégration nationale dans l'Italie du Risorgimento au XX^e siècle. Intéressé par l'historiographie comparée de la politisation en France et en Europe méridionale et par l'histoire des représentations scientifiques et politiques de la Méditerranée, il développe, en outre, un groupe de recherche international sur le volontariat militaire et politique international dans l'aire euro méditerranéenne depuis la fin du XVIII^e siècle. Il co-dirigera avec Katy Fleming (professeure à New York University) le futur Observatoire historiographique de la Méditerranée européenne (XVIII^e-XX^e), fruit de la collaboration de l'Institut Remarque de NYU et du Département d'histoire de l'ENS de Paris. Il a été ou est membre des conseils éditoriaux des revues suivantes : Histoire et sociétés rurales, Le Mouvement social, Memoria e Ricerca, Bollettino di italianistica dell'Università di Roma, Journal of Modern Italian Studies, European History Quarterly.

YAN SCHUBERT. Assistant depuis 2003. Après une licence spéciale en histoire à l'Université de Genève et un diplôme d'études supérieures à l'Institut universitaire de hautes études internationales, il prépare une thèse sur la politique mémorielle et la commémoration du génocide juif en République fédérale d'Allemagne entre 1982 et 2005. Abordés sous un angle politique et culturel, ses domaines de recherches sont les rapports entre l'histoire et la mémoire, l'histoire du visuel et des représentations ainsi que l'Allemagne du XX^e siècle, avec un intérêt marqué pour la période nationale-socialiste et le génocide juif.

MATTHIAS SCHULZ. Professeur ordinaire en histoire des relations internationales à l'Université de Genève depuis septembre 2007. Après l'obtention d'un D.e.s. en relations internationales à l'Institut des Hautes Etudes Internationales et d'un doctorat en histoire moderne et contemporaine à l'Université de Hambourg en 1995, il a enseigné en tant que maître-assistant à la chaire Jean Monnet d'histoire de l'intégration européenne à l'Université de Rostock de 1996 à 2001, où il a dirigé le programme d'échange Erasmus, terminé son habilitation en 2001 et a été ensuite nommé Privatdozent. De 2001 à 2006 il a été également DAAD-professeur adjoint à l'Université Vanderbilt aux Etats-Unis, où il a organisé un colloque sur les relations transatlantiques et dirigé le Centre d'études européennes avant d'être affilié à l'Institut d'histoire européenne de Mayence en tant que chercheur en 2006/2007. Spécialiste des relations internationales et transnationales au XIX^e et XX^e siècles, ses intérêts de recherche se portent en particulier sur les relations et les transferts interculturels franco-allemands et ceux entre les États-Unis et l'Europe, l'histoire des cultures de la paix, des organisations internationales ainsi que des organisations humanitaires non gouvernementales et l'histoire de l'intégration européenne. Parmi ses publications se trouvent Regionalismus und die Gestaltung Europas (Hambourg 1993), Deutschland, der Völkerbund und die Frage der europäischen Wirtschaftsordnung, 1925-1933 (Hambourg 1997), Die Bundesrepublik Deutschland und die europäische Einigung, 1949-2000, dirigé avec Mareike König (Stuttgart 2004), Globalisierung und transnationale Zivilgesellschaft in der Ära des Völkerbundes (= Zeitschrift für Geschichtswissenschaft, numéro 10, 2006 [Berlin]), dirigé avec Eckhardt Fuchs, ainsi que de nombreux contributions et articles récents parus dans les journaux Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte, German History, Historische Mitteilungen,

YANNICK WEHRLI. Assistant. Licencié ès Lettres (Histoire générale et Langue, civilisation et culture hispaniques et portugaises), assistant depuis novembre 2003, il s'intéresse dans le cadre d'une thèse doctorale à la politique extérieure des Etats latino-américains concernant les questions de prévention et résolution de conflits durant l'entre-deux-guerres. Pour ce faire, il étudie en particulier la participation de l'Amérique latine à la Société des Nations et au mouvement panaméricain. Durant l'année 2006-2007 au bénéfice d'une bourse « jeune chercheur » du Fonds national suisse de recherche scientifique, il mène des recherches dans les archives diplomatiques de plusieurs pays d'Amérique du Sud, au Mexique et aux Etats-Unis. Domaines d'intérêts : histoire politique et des relations internationales de l'Amérique latine au XX^e siècle, histoire des organisations internationales.

LISTE DES PUBLICATIONS

WLADIMIR BERELOWITCH :

- « L'Europe vue de Russie au XVIII^e siècle, Quelques éléments de réflexion », *Transitions*, **46 (2)**, Genève, Bruxelles, 2007, p. 29-41.
- « History in Russia Comes of Age: Institution-Building, Cosmopolitanism, and Theoretical Debates among Historians in Late Imperial Russia », *Kritika, special issue Circulation of Knowledge and the Human Sciences in Russia*, vol. 9 (2008), n°1 (Winter), p. 113-134.

MICHEL CHRISTIAN :

- « Les politiques de recrutement des partis communistes en RDA et en Tchécoslovaquie », in **Wladimir Berelowitch, Jean-Michel De Waele et Sandrine Kott**, *Transitions. Acteurs politiques et sociaux en Europe centrale et orientale*, Vol. XLVII-2, 2007.

CHRISTOPH CONRAD :

- « Von den kulturellen Wenden zur 'Wendekultur'? », in *L'Homme. Europäische Zeitschrift für Feministische Geschichtswissenschaft*, **18 (2007)**, n° 2, pp. 123-127.
- (avec **Laura von Mandach, sous la dir.**), *Auf der Kippe. Integration und Ausschluss in Sozialhilfe und Sozialpolitik / Sur la corde raide. Intégration et exclusion dans l'assistance sociale et la politique sociale (Publications thématiques du Programme national de recherche «Intégration et exclusion», PNR 51)*, Zürich : **Seismo**, 2008.
- « Einleitung / Introduction », *ibid.*, pp. 7-24.

SÉBASTIEN FARRÉ:

- *La Suisse et l'Espagne, de la guerre civile à la mort du dictateur (1936-1975) / Sébastien Farré. Lausanne : Antipodes, 2006.*
- *Mobiliser, unir, sauver : l'aide humanitaire durant la guerre civile espagnole/ Sébastien Farré. In: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier, N° 23, 2007, P. 69-84.*
- « The conquest of the South ». *Swiss investments in Franco Spain/Sébastien Farré. In : International Business, International Organizations and the Wealth of Nations (EBHA - 11th Annual Conference)*, <<http://www.unige.ch/ses/istec/EBHA2007/papers/Farre.pdf>>
- *El Comité Internacional de la Cruz Roja y la repatriación de los refugiados españoles tras la Retirada/ Charo Alonso, Sébastien Farré. In : Exils et migrations. Mélanges en hommage à Rose Duroux, sous la direction de Anne Dubet (CHEC) et Stéphanie Urdician, Clermont-Ferrand : Presse universitaire Blaise Pascal, 2008, P. 85-96.]*

JEAN-FRANÇOIS FAYET :

Livres :

- *Le totalitarisme en question, avec Stéfanie Prezioso et Gianni Haver (Sous la direction de), Paris, L'Harmattan, 2008, 192 p.*
- *Solidarités internationales. Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier, n°23, avec Stéfanie Prezioso (Sous la direction de), Lausanne, AEHMO-Editions d'En Bas, 2007, 174 p.*

Articles :

- «Eine internationale Sprache für die Weltrevolution ? Die Komintern und die Esperanto-Frage», *Jahrbuch für Historische Kommunismusforschung (Hrsg. Hermann Weber & Egbert Jahn)*, Berlin, Aufbau-Verlag, 2008, pp.9-23,
- «Paul Levi and the Turning Point of 1921 : Bolshevik Emissaries and International Discipline in the Time of Lenin», in **Norman LaPorte, Matthew Worley & Kevin Morgan (eds.)**, *Bolshevism, Stalinism and the Comintern. Perspectives on Stalinisation, 1917-1953*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2008, pp.105-123.
- «Le Parti : de « l'instrument de type nouveau » à « l'institution totale ouverte »», in **Stéfanie Prezioso, Gianni Haver et Jean-François Fayet (éds)**, *Le totalitarisme en question*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp.83-104.
- «L'Internationalisme prolétarien», avec **Stéfanie Prezioso** in *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier, n°23, Lausanne, AEHMO-Editions d'En Bas, 2007, pp.5-14.*
- «La correspondance K. P. Zlitchenko - J.-E. David : de la solidarité au désaveu», in *Solidarités Internationales. Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier, n°23, Lausanne, AEHMO-Editions d'En Bas, 2007, pp.33-50.*
- «Kultintern - Cultintern. Beiträge zur Allunions-Gesellschaft für kulturelle Zusammenarbeit, zum Internationalen Frauensekretariat der Komintern, zur Liga gegen den Imperialismus und zur

Roten Sportinternationale" (mit André Gounot, Bernhard H. Bayerlein und Fredrik Petersson), The International Newsletter of Communist Studies Online, Vol. XIII (2007), n°20 (<http://www.mzes.uni-mannheim.de/projekte/JHK-news/Newsletter/Newsletter.htm>).

- "La SDKPIL : une approche en termes de réseaux, de générations et d'espaces symboliques", in Jean Vigreux et Serge Wolikov (éditeur), Rouge et rose, deux siècles de socialismes européens, Dijon, Editions universitaires de Dijon, 2007, pp.189-206.
- "Les commémorations du X^e anniversaire de la révolution d'Octobre : Notice historique illustrée", Carnets de Bord, Revue interdisciplinaire, Genève, n°12, janvier 2007, pp. 28-32.
- "1905, de Varsovie à Berlin. La polonisation de la gauche radicale allemande", Cahiers du Monde russe, 48/2-3, Paris, CNRS, 2007, pp.413-426.

Alix HEINIGER :

- (Avec Frédéric Deshusses) « La Banque de Genève : premières notes sur la composition du conseil d'administration et les actionnaires » in Revue Suisse d'Histoire, Vol. 57, n°4, 2007, pp. 441-456.
- « Comités "Freies Deutschland" à l'Ouest, résistance et exil allemands contre le Nazisme. Thèse de doctorat », in International Newsletter of Communist Studies Online, Vol. XIV, n°21, 2008, pp. 21-24.

ALINE HELG :

- « Abolition and Afro-Latin Americans ». In A Companion to Latin American History, Thomas H. Holloway (éd.) Oxford, UK: Blackwell Publishing, 2008, pp. 247-263.
- « La negación de la cuestión racial en la Colombia caribeña en los albores de la construcción nacional (1810-1828) ». In Cultura política en los Andes, 1750-1950, Nils Jacobsen et Cristóbal Aljovín de Losada, (éd.), Lima : Fondo editorial de la UNMSM et Cooperación regional francesa para los países andinos-Instituto francés de estudios andinos, 2007, pp. 291-317.

SANDRINE KOTT :

Direction de numéro spécial de revue :

- (avec Wladimir Berelowitch et Jean-Michel De Waele), Acteurs politiques et sociaux en Europe centrale et orientale, in Transitions , vol.67, 2 (2008).
- (avec Kenneth Bertram), Actions sociales transnationales, In Genèses. Sciences sociales et histoire, 71 (2008).

Articles :

- Une « communauté épistémique » du social? Experts de l'OIT et internationalisation des politiques sociales dans l'entre-deux-guerres In Genèses. Sciences sociales et histoire, 71 (2008), p.26-46.
- « De l'assurance à la sécurité sociale. L'OIT comme acteur international (1919-1944) » contribution au ILO Century Project (www.ilocentury.org)

Contributions à des ouvrages collectifs :

- "L'Etat social" In Etienne François, Hagen Schulze, Mémoires allemandes Gallimard, 2007, p.717-733.
- In Dictionnaire du monde germanique, Paris, Bayard, 2007 : « Culture ouvrière sous l'Empire », p. 235-236 ; « République démocratique allemande » (historiographie), p.948-949 ; „Zollverein (Union douanière)“, p. 1233-1234.
- « Vom Verhältnis Stasi-Gesellschaft zur Sasi als Teil der Gesellschaft » In J. Gieseke (Hg), Staatsicherheit und Gesellschaft. Studien zum Herrschaftsalltag in der DDR, Göttingen, Vandenhoeck&Ruprecht, 2007, p.339-344.
- „Arbeit. Ein transnationales Objekt? Die Frage der Zwangsarbeit im « Jahrzehnt der Menschenrechte »“ in In C. Benninghaus, S. O. Müller, J. Requate, C. Tacke (Hg), Unterwegs in Europa, Campus, 2008, p.301-323.

YAN SCHUBERT :

- « Rudolf Steiner – Whatcukkills », « Thomas Adank – Untitled », « Joël Tettamanti – Dahab », in Non-lieu (catalogue d'exposition), Bienne, [Journées photographiques de Bienne], 2007, [pp. 3-8 et 73-78].

MATTHIAS SCHULZ :

- **Did Norms Matter in 19th Century International Relations? The Rise and Fall of a Culture of Peace Before WWI**, in: **Holger Afflerbach, David Stevenson (éd.)**, *An Improbable War? The Outbreak of World War I and European Political Culture before 1914*, **New York: Berghahn 2008**, p. 43-60.
- **Vom Direktorialsystem zum Multilateralismus? Die Haager Friedenskonferenz von 1907 in der Entwicklung des internationalen Staatensystems bis zum Ersten Weltkrieg**, in: *Friedenswarte: Journal of International Peace and Organization*, **Jg. 82 (2007), Heft 4**, p. 31-50.
- **Golo Manns Bildungserfahrungen in Deutschland und Frankreich. Von Schloss Salem nach St. Cloud (1923-1935)**, in: **Stefan Fisch, Florence Gauzy, Chantal Metzger (Hg.)**, *Apprendre et enseigner en Allemagne et en France*, **Stuttgart 2007**, p. 41-63.

YANNICK WEHRLI :

- **« Briand, La Société des Nations et l'Amérique latine. Le conflit du Chaco, 1928-1929 »** in **Jacques Bariéty (éd.)**, *Aristide Briand, la Société des Nations et l'Europe, 1919-1932*, **Strasbourg, Presse Universitaire de Strasbourg, 2007**, pp. 223-236.

COLLOQUES

SOUS LA DIRECTION D'ALINE HELG ET ABDESLAM AZOUGARH. COORDINATION : ALINE HELG (ALINE.HELG@LETTRES.UNIGE.CH) (EN COLLABORATION AVEC SEBASTIEN FARRE)

Atelier « *Mundos ibérico-americanos* »

Cet atelier propose un lieu d'échanges entre les différents Départements qui s'intéressent à l'étude du monde « *ibéro-américain* » (Espagne, Portugal, Amériques). L'intérêt des étudiants pour cet espace culturel, thématique et géographique est depuis quelques années à l'origine de nombreux travaux de licence, voire de projets de doctorats. Cette nouvelle dynamique offre des possibilités d'échanges et de collaborations entre les différents Départements sous la forme notamment d'un atelier de recherche. Réunissant les mémorants et doctorants en début de thèse, cet atelier cherche à faciliter les échanges entre étudiants travaillant sur des périodes/pays/thèmes complémentaires et représente un lieu de rencontre offrant des conseils pratiques aux étudiants (Archives, contacts à l'étranger, etc.).

SOUS LA DIRECTION DE SANDRINE KOTT AVEC MICHEL CHRISTIAN (ASSISTANT) :

Penser la distinction privé-public dans les sociétés socialistes, Berlin, 16-17 Novembre 2007. Ce colloque a réuni outre des doctorants de Genève, des chercheurs en provenance d'Europe centrale, d'Allemagne et de France autour de l'interrogation suivante. On considère généralement que les régimes communistes ont remis en question les frontières entre public et privé en tentant de prendre le contrôle de toute forme d'espace privé. L'étatisation progressive d'une grande partie de l'activité économique et la faiblesse des relations fondées sur le droit ôtent à la sphère privée ses garanties d'existence traditionnelles. De même, l'encadrement politique de la population aurait contribué à assurer le contrôle de l'espace public par le parti et les organisations de masse et à concurrencer les espaces privés dont nous jugeons l'existence naturelle, comme la famille ou les liens de sociabilité informels. Est-il toutefois pertinent de transposer les conceptions du public et du privé apparues au sein des régimes libéraux du XIX^e siècle à des sociétés qui précisément ne les reconnaissent pas ? Le but de la table ronde a donc consisté à se demander 1 s'il est possible de penser la distinction privé-public dans les sociétés socialistes 2 de tenter d'en définir les contours et les espaces propres 3 d'essayer d'en comprendre les fonctionnements et les usages.

ECOLES DOCTORALES

SOUS LA DIRECTION DE SANDRINE KOTT :

- En partenariat avec Olivier Wiewiorka (ENS, Cachan), Anne Simonin (Maison française d'Oxford), Pieter Lagrou (Université libre de Bruxelles). Ecole doctorale à laquelle ont participé deux doctorants du département. 28-29 mars 2008, Maison française d'Oxford, *Making war, suffering war, finishing war/Faire la guerre, subir la guerre, finir la guerre*. Cette première école doctorale a constitué un lieu d'échange entre les doctorants présents en provenance des différentes institutions partenaires du réseau.

- Organisation d'une journée doctorale avec le soutien du décanat le 19 juin 2008 réunissant huit doctorants sur les thèmes : « Les mondes communistes » et « Circulations et approches transnationales ». Invités extérieurs : Jean-Charles Szurek (CNRS, Paris), Pierre Yves Saunier (CNRS, Lyon).

PROJETS DE RECHERCHE

SOUS LA DIRECTION DE CHRISTOPH CONRAD :

Représentations du passé : histoires nationales en Europe

En mai 2003 fut lancé à Strasbourg un large programme international d'action sur la culture historique et les historiographies nationales dans les pays européens. Organisé sous l'égide de la Fondation Européenne des Sciences (European Science Foundation, ESF) et financé par environ 20 pays qui ont opté de coopérer (dont la Suisse, la France, la Grande Bretagne, l'Allemagne et la Pologne), ce réseau de recherche est co-dirigé par Stefan Berger (Manchester, GB), Christoph Conrad (Genève) et Guy Marchal (Bâle). Le programme rassemble environ une centaine de chercheurs qui travaillent dans quatre équipes thématiques. Sont organisés dans ce cadre des ateliers, des colloques internationaux, des échanges de chercheurs et de doctorants, ainsi qu'une série de publications collectives. Un budget d'environ 220'000 euros par an est prévu pour la durée du projet, qui est de cinq ans (2003-2008). Ce programme cherche à coordonner et à encourager des recherches qui visent à analyser les historiographies nationales et leurs relations avec les cultures historiques dans un grand nombre de pays de l'Europe de l'Ouest et de l'Est. La période étudiée va de la fin du XVIII^e siècle jusqu'au présent. Les approches comparatives, les études de transferts culturels ainsi que la problématique des regards croisés entre sociétés voisines et pays ennemis se trouvent au cœur des préoccupations méthodologiques. Les tensions entre récits historiques de toutes sortes et historiographies scientifiques, leurs interactions avec mythes et mémoires seront des thèmes privilégiés. Ce ne sont pas seulement les productions universitaires qui seront étudiées, mais aussi les représentations du passé par les images, les médias, les romans, qui constitueront elles aussi des objets d'analyse. Au sein de ce programme, quatre équipes examineront : 1) Les institutions, les réseaux et les communautés des producteurs de l'histoire nationale; 2) Les histoires nationales dans leurs relations avec d'autres types de structures de "grands récits" (comme la classe sociale, l'ethnie, la religion, le genre) ; 3) Les histoires nationales et leur relations avec d'"autres" histoires régionales, européennes ou globales; 4) Les histoires nationales et leurs références territoriales, ainsi que leurs cartographies mentales. Pour plus d'informations : <http://www.uni-leipzig.de/zhsesf/index.php>

SOUS LA DIRECTION D'ANTOINE FLEURY ET MAURO CERUTTI :

Documents diplomatiques suisses

Le programme des Documents Diplomatiques Suisses (DDS) se poursuit selon la planification prévue pour couvrir la période 1945-1961. Aux volumes 16 (1945-1947), 17 (1947-1949), 18 (1949-1952), 19 (1952-1955) et 20 (1955-1958), parus respectivement en 1997, 1999, 2001, 2003 et 2004, s'ajoute la préparation du volume 21 (1958-1961), qui sortira de presse début 2007. Parallèlement, l'introduction des documents saisis sous forme image se poursuit, au point qu'en juin 2006, ce sont plus de 4'000 documents et des informations sur plus de 13'000 personnes, 6'800 organisations et environ 2'200 noms géographiques qui sont accessibles dans la base de données DoDiS sur internet : www.dodis.ch. Depuis le 1^{er} janvier 2000, le programme DDS est intégré dans les projets de longue durée soutenus par l'Académie suisse des sciences humaines et sociales. Ce statut ouvre des perspectives d'une recherche stable, permettant l'engagement de collaborateurs prometteurs pour la relève académique et scientifique dans le domaine de l'histoire contemporaine et des relations internationales de la Suisse. Si le programme engage des historiens de diverses universités, choisis par une commission nationale de publication où sont représentés les instituts d'histoire de toutes les universités suisses, le Département d'histoire y est particulièrement engagé par la collaboration de Mauro Cerutti, co-responsable de l'édition des volumes, et par l'engagement d'assistants à temps partiel, dont les mandats varient en fonction d'autres activités. Par ailleurs, un accord de partenariat a été signé avec le Département fédéral des Affaires étrangères, en vue de coordonner, avec le service historique du centre d'analyse et de prospective, les recherches historiques de longue durée et les besoins particuliers du DFAE, dans le domaine des dimensions historiques de la politique étrangère suisse. En plus de la préparation du volume 21 paru en mars 2007 qui clôt la période « Max Petitpierre » 1945-1961, l'équipe s'est attelée à une amélioration significative de la base de

données, au niveau de l'accès aux informations. En outre, depuis avril 2007, la série des 15 volumes de la période 1848-1945 est consultable sur internet. La recherche se poursuit pour sélectionner, puis publier les documents pour les années 1961 et suivantes.

MÉMOIRES DE LICENCE

SOUS LA DIRECTION DE MAURO CERUTTI :

- **Muriel Victoria BATACLAN**, Le rôle du facteur religieux dans l'émergence et l'évolution des nationalismes en Asie du Sud-est: le cas des Philippines, **soutenance novembre 2007 (résumé non fourni)**.

- **Romain BISCHOFF**, L'Entente internationale anticommuniste et la Suisse. Problèmes et limites d'une collaboration entre une organisation privée et des autorités publiques. **Mémoire de licence soutenu en juin 2008.**

Résumé : Initialement fondée pour lutter contre le communisme à l'échelle mondiale, l'Entente internationale anticommuniste (EIA), fondée à Genève en 1924, a très vite tenu à s'assurer le soutien des autorités helvétiques. Ce mémoire retrace les relations délicates entre cette organisation privée et la Confédération. Mélange d'informations et de délations, la collaboration de l'EIA avec le monde politique et l'armée s'est apparentée à une pratique de nature lobbyiste. En croisant des documents des Archives fédérales et du fonds EIA déposé à la Bibliothèque de Genève, il a été possible d'observer les différentes étapes de cette coopération. En effet, si l'Entente était appréciée à Berne pour sa contribution à la lutte contre l'extrême gauche helvétique, ses prises de position extrémistes sur l'URSS sont rapidement devenues embarrassantes à la fin de la deuxième Guerre mondiale lorsque la reconnaissance diplomatique du régime soviétique par la Suisse devenait une nécessité. Trop proches des milieux ultraconservateurs et accusés d'avoir été favorables à l'Allemagne nazie, ses dirigeants se sont vus progressivement discréditer par une Confédération soucieuse de ne pas se compromettre avec des personnes au profil aussi suspect.

- **Francesco CANDOLFI**, Cinema e Resistenza. Il cinema italiano dell'immediato dopoguerra (1945-1947), **soutenance juin 2007 (résumé non fourni)**.

- **Emilie COARO**, La prison genevoise de l'Evêché et les exigences carcérales du XIX^e siècle (Co-direction avec Marc Neuenschwander), **soutenance octobre 2007 (résumé non fourni)**.

- **Mattia DELLAGANA**, L'immigration italienne en Suisse pendant les « Trente Glorieuses ». Le cas de la main-d'œuvre italienne sur les chantiers hydroélectriques dans les hautes vallées du Tessin, **soutenance octobre 2007.**

Résumé : Aujourd'hui, la Suisse est un des pays économiquement les plus prospères au monde. Le haut standard de vie et la grande disponibilité de biens et de services dont sa population jouit trouvent en large partie leur origine dans les trois décennies de boom économique qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale. C'est en effet au cours des « Trente Glorieuses » que l'économie nationale connaît une forte expansion qui entraîne d'importantes transformations sociales et culturelles.

L'étude de cette période cruciale pour l'économie et la société helvétiques montre à l'évidence que le développement du pays repose largement sur la contribution d'une main-d'œuvre étrangère ayant assumé le poids du travail le plus dur, le plus humble et le moins rémunéré. Le modèle économique choisi par les entreprises ainsi que l'abandon progressif par les travailleurs suisses du secteur secondaire déterminent l'arrivée de plusieurs millions d'immigrants en quête de travail.

Au cours de l'après-guerre, la présence étrangère en Suisse est source d'enjeux ambivalents provoquant des controverses politiques et de fortes tensions sociales. D'une part, les immigrés jouent un rôle de plus en plus important dans le développement du pays ; d'autre part, de fortes oppositions s'élèvent contre le nombre excessif de travailleurs étrangers présents sur le territoire helvétique. La peur d'une Ueberfremdung (invasion étrangère), comme la crainte de répercussions catastrophiques sur le marché du travail suisse au cas où la bonne conjoncture cesserait, diffusent dans la population un sentiment de rejet envers les immigrés.

Dans ce travail, nous avons choisi de focaliser notre recherche sur la main-d'œuvre italienne engagée sur les chantiers hydroélectriques du Canton du Tessin pendant les années '60-'70.

La première partie du mémoire est consacrée au phénomène migratoire dans une perspective macro-historique. Nous avons tenté d'y répondre à des questions telles que

celles-ci : Quelles ont été les conséquences politiques, sociales, économiques de l'afflux en Suisse d'un grand nombre de travailleurs étrangers ? Comment les autorités helvétiques ont-elles géré ce phénomène et les problèmes qui en découlent ?

Dans la deuxième partie, afin de compléter et approfondir notre recherche, nous avons porté notre attention sur les aspects sociaux et humains de l'immigration italienne. Prenant comme terrain d'étude les chantiers de construction des installations hydroélectriques dans le Canton du Tessin, nous nous sommes intéressés de plus près à la vie et au travail des immigrés. Grâce à des témoignages oraux et à un certain nombre de documents encore peu étudiés (à savoir, les archives de la Fondazione Pellegrini-Canevascini déposées aux Archives cantonales de Bellinzone), nous avons cherché à reconstituer l'histoire de milliers d'hommes ayant travaillé avec ardeur à la construction d'un immense réseau de tunnels, de barrages et de centrales électriques.

- **Vittorio DI GIACOMO**, Etat du marché noir à Genève de juin 1943 à juin 1944. Etude du fonds d'archive numéro 1986 va 009 (**soutenance février 2008**).

Résumé : Bien que la Suisse n'ait pas pris part à la Seconde Guerre mondiale, elle a néanmoins été confrontée aux problèmes liés à la distribution des ressources alimentaires à l'intérieur de ses frontières. Parallèlement à la répartition de ces denrées opérée par l'Etat s'est développé un marché illégal. Notre travail se propose d'étudier ce que fut le marché noir à Genève au cours d'une année (juin 1943 à juin 1944). Pour cela nous nous sommes appuyés sur un fonds d'archive contenant des procès-verbaux d'inculpés arrêtés pour avoir accompli des infractions liées au marché parallèle.

Dans notre première partie, nous avons cherché à comprendre le fonctionnement du système de rationnement alimentaire. Le système est complexe et tient compte notamment du profil physiologique du consommateur (poids, taille, âge et sexe) et de son activité professionnelle. Moyennant un coupon et aux prix fixés par les autorités, les résidents ont accès à certaines denrées alimentaires, toutes les autres étant accessibles sur le marché libre.

Dans notre seconde partie, nous avons abordé la description puis l'analyse de notre fonds d'archive. Nous décrivons nos sources en soulignant leurs points forts et leurs faiblesses. Enfin, nous cherchons à bien définir le concept de marché noir. Il s'agit d'une notion complexe car elle ne se limite pas simplement aux transactions de marchandises, mais concerne tous les agissements qui permettent d'acquérir des biens qui seront par la suite écoulés sur ce marché illégal. Ces agissements sont de diverses natures : vols, falsification des coupons, hausse illicite des loyers, productions non déclarées, transports sans autorisation, etc.

Notre partie analytique s'organise autour de deux chapitres : l'étude des acteurs qui participent au marché noir et les produits négociés au marché parallèle. Nous avons tenté, d'abord, de dégager le profil socioprofessionnel des acteurs et de vérifier s'il existe un lien entre l'occupation de la personne et le délit dont elle est inculpée. Nous avons cherché à déterminer quelles sont les générations et les nationalités qui sont les plus représentées au sein du marché noir genevois de même que leur lieu de résidence. Puis, nous avons tenté de déterminer si le marché noir était monopolisé par un seul sexe ou pas.

Dans notre deuxième chapitre, nous avons étudié les articles alimentaires et industriels les plus échangés au marché noir – soit par rapport au nombre d'affaires répertoriées soit par rapport à la quantité. Enfin, nous avons conclu en étudiant les prix pratiqués au marché noir.

- **Yuval DISHON**, L'éclosion d'un théâtre indépendant espagnol pendant la dernière décennie du franquisme à travers le regard de la revue Primer Acto 1965-1970, **soutenance février 2008** (**résumé non fourni**).
- **Cyril FLÜCKIGER**, Les Résistants réfugiés dans le canton de Genève pendant la Seconde guerre mondiale (**co-direction avec Ruth Fivaz**, **soutenance juillet 2007** (**résumé non fourni**)).
- **Sandrine GAY-GROSIER**, L'intervention de l'Etat genevois dans la sphère familiale des enfants moralement abandonnés et « difficiles ». Fin XIX^e – début XX^e siècles (**co-direction avec Joëlle Droux**), **soutenance octobre 2007** (**résumé non fourni**).
- **Pedro OLIVEIRA GARCIA**, La première guerre mondiale. Les prisonniers de guerre français en Allemagne, **soutenance juin 2007** (**résumé non fourni**).

- **Héloïse RUEPP**, Piazza Fontana et la stratégie de la tension : les coulisses d'un attentat, **soutenance octobre 2007 (résumé non fourni)**.
- **Alejandro SIERRA**, Le parcours des volontaires genevois de l'Espagne républicaine avant et après leur engagement, **octobre 2007 (résumé non fourni)**.
- **Denis TERRAPON**, L'importance des jeux d'hiver de 1936 dans l'essor du nazisme, **soutenance octobre 2007 (résumé non fourni)**.
- **Laurence WEBER**, Le rapatriement par le CICR des enfants grecs déplacés dans les pays du bloc de l'Est pendant la guerre civile (1949-1956) (**soutenance juillet 2007**).
Résumé : La Guerre civile grecque (1946-1949), premier épisode de la Guerre froide, reste encore bien méconnue en dehors des frontières hellènes. Pourtant, ce conflit fut particulièrement sanglant : on dénombre entre 100 000 et 150 000 morts pour un pays qui compte alors un peu plus de sept millions d'habitants. Il traumatisa tout un peuple, déjà durement éprouvé au sortir de quatre années d'occupation allemande. Au cours de cette guerre, des dizaines de milliers de personnes ont été déplacées par les milices communistes, qui sentaient se rapprocher la défaite, ou ont fui volontairement par les montagnes du nord dans les pays du bloc de l'Est (Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Roumanie, Albanie, Pologne, Bulgarie, Hongrie, RDA, URSS). Parmi elles, 20 000 enfants, « mis à l'abri » du gouvernement d'extrême droite dans l'une ou l'autre démocratie populaire. Dès 1949-1950 et jusqu'en 1956, le Comité International de la Croix-Rouge et la Ligue des Sociétés Nationales de la Croix-Rouge, alertés par les Croix-Rouge nationales des pays hôtes et par la Croix-Rouge hellénique, mettent en œuvre plusieurs rapatriements d'enfants que leurs parents, restés au pays, ont réclamés. Dans ce travail, il s'agit d'expliquer, grâce principalement aux sources du CICR, pourquoi et comment ces enfants ont été rendus à leur famille. Après un bref rappel de la Guerre civile et de la situation politique, économique et sociale en Grèce au début des années cinquante, nous présentons les différents organes qui ont contribué aux rapatriements de ces enfants, dont certains étaient déjà adultes lorsqu'ils ont pu enfin revenir dans leur pays. Nous examinons enfin qui a pris l'initiative de cette formidable entreprise, dans quelles conditions ces différents voyages humanitaires se sont organisés et déroulés, des points de vue matériel, administratif, diplomatique et humain, en prenant compte de tous les inconvénients liés à une telle tâche, dans ce climat extrêmement tendu du tout début de la Guerre froide.

SOUS LA DIRECTION DE CHRISTOPH CONRAD:

- **Giovanni GREGOLETTO**, Les intellectuels français de gauche face aux Etats-Unis, 1944-1956, entre critique et antiaméricanisme (**soutenance octobre 2007, juré : Sébastien Farré**).
Résumé : Au lendemain de la guerre, la France est libérée de l'envahisseur allemand. Elle le doit en partie aux Américains, lesquels vont cependant rapidement se substituer aux anciens occupants. C'est du moins le constat et le point de vue d'une large frange d'intellectuels de gauche qui, après les premiers remerciements d'usage, ne tolèrent plus la présence américaine dans l'Hexagone. S'ils fascinent la population, l'intellectuel, lui, se sent contraint de combattre les produits d'invasion culturelle américains (cinéma, comics, coca-cola etc.). Mais le combat se justifie aussi par l'attrait qu'exerce Moscou sur une grande partie de l'intelligentsia de gauche. Ce travail, lequel tente d'apporter une réflexion sur le phénomène et la définition de l'antiaméricanisme, s'inscrit donc en pleine guerre froide idéologique, en observant l'évolution de trois familles intellectuelles françaises: communiste, personnaliste avec la revue *Esprit* ainsi qu'une partie des existentialistes, en s'appuyant sur les écrits de Sartre, de Simone de Beauvoir et de la revue *Les Temps modernes*. Quels sont les différentes critiques émises à l'encontre des Etats-Unis, quels en sont les causes et les enjeux et enfin, peut-on ou non, selon les acteurs choisis, parler de véritable antiaméricanisme en tant que rejet constant de toute une civilisation?
- **Thomas PIFFARETTI**, De Johnson à Nixon, Mécanismes et évolution du vote démocrate pendant la campagne à l'élection présidentielle américaine de 1968 (**soutenance octobre 2007, juré : Damiano Matasci**).
Résumé : En 1968, on constate que plus de la moitié des citoyens américains s'affirment de sensibilité démocrate. Pourtant, lors de l'élection présidentielle de novembre, c'est le républicain Richard Nixon qui l'emporte. Ce travail se propose donc d'étudier le phénomène de désaffection populaire que connaît le parti du président sortant. Le changement de

majorité présidentielle doit-il être regardé comme l'expression d'un sentiment superficiel et arbitraire sanctionnant l'action de Lyndon B. Johnson, à un moment où la conjoncture socio-économique du pays lui est particulièrement défavorable ? Ou assiste-t-on alors une évolution profonde, et à long terme, du comportement électoral des citoyens étasuniens ?

Notre propos s'articule autour de l'analyse d'un corpus de sources typologiquement large. En dialogue avec les sciences politiques, on construit les outils méthodologiques nécessaires à l'étude de discours de campagne, de sondages d'opinion et d'articles de presse. Cette démarche permet de mettre en lumière les mécanismes des relations triangulaires qui existent entre les candidats à l'élection, les médias d'information et l'opinion publique, sur une trame conjoncturelle particulière. Au final, l'analyse des documents démontre la rationalité et la cohérence du corps électoral américain dans sa volonté d'imposer un changement d'orientation à la tête de l'Etat. De plus, notre développement démontre la présence d'une force profonde qui provoque la réorganisation de l'ensemble de la classe politique et de ses relations avec l'électorat.

SOUS LA DIRECTION DE JEAN-FRANÇOIS FAYET:

- **Delphine LELUC**, "Ces « grands enfants sans défense »: Le CICR et les prisonniers de guerre coloniaux dans le deuxième conflit mondial", **soutenance en septembre 2007**.

Résumé : Depuis la débâcle de l'armée française en juin 1940 jusqu'à la chute du III^e Reich le 8 mai 1945, les conditions de captivité des troupes coloniales françaises ont fait partie des préoccupations du Comité international de la Croix-Rouge. Protégés par la Convention de Genève, les PG coloniaux bénéficient de l'activité secourable du Comité international, très actif en faveur des PG originaires des Etats signataires des Conventions internationales.

Toutefois, même si les délégations permanentes en Allemagne et en France occupée se sont rendues directement sur le terrain et ont rencontré à diverses reprises les prisonniers, l'essentiel de l'activité a été mené à l'initiative de l'Agence centrale des prisonniers de guerre et de son service colonial. L'enregistrement et la localisation des prisonniers, la transmission de ces informations aux autorités compétentes et aux familles, ainsi que l'établissement et le maintien des liens entre les PG et leurs proches, faisaient partie des attributions récurrentes de l'Agence. Pour les troupes coloniales françaises, ce travail de centralisation et d'intercession a pris des proportions de plus en plus gigantesques, d'autant qu'il s'étendait également aux disparus et aux combattants des campagnes militaires postérieures à 1940. Les particularités liées aux noms et aux adresses des prisonniers, les difficultés constantes d'établir des relations fiables avec l'outre-mer, ainsi que le comportement irrespectueux des puissances belligérantes à l'égard des coloniaux, ont contraint l'Agence à adapter ses structures et à redoubler d'efforts pour atteindre le but qu'elle s'était assignée. En réalité, l'ACPG a même outrepassé ses délégations de pouvoir traditionnelles et a fréquemment franchi la frontière de ses attributions. De l'été 1940 jusqu'à l'automne 1946, moment où le service colonial a réduit fortement ses activités, l'Agence s'est substituée à l'état-civil français, transmettant directement aux colonies les avis de décès de militaires tombés au champ d'honneur ou morts en captivité. Bien plus, pendant toute la durée des hostilités, le service colonial est demeuré un lien privilégié, rattachant invariablement la France à ses territoires lointains. L'établissement de bureaux de la Croix-Rouge en outre-mer, fonctionnant sous l'égide du service colonial, a alors permis à des milliers de familles et de prisonniers d'apaiser leurs angoisses et de garder, par delà les mers, des contacts avec leurs proches.

SOUS LA DIRECTION D'ALINE HELG :

- **Roxane CARRETERO**, Les palenques à Cuba. Evolution du phénomène et son intégration dans la formation du discours national de la Révolution (**soutenance juin 2007**).

Résumé : Les communautés de marrons ont constitué une partie de la résistance menée par les esclaves à Cuba comme dans l'ensemble des Amériques, et ce dès les premiers arrivages de bateaux négriers au « Nouveau Monde ». La constance de ce phénomène et les différentes réponses (notamment une adaptation au système même qui le réprimait) qu'il a pu donner au régime colonial ont constitué un problème non négligeable au sein de la société esclavagiste. Dans un premier temps ce mémoire propose une synthèse des travaux les plus récents sur la forme de résistance que les esclaves ont menée à Cuba à travers la formation de palenques. Puis il examine comment le marronnage en tant que résistance est intégré dans le discours national de la révolution de 1959.

La seconde partie se penche sur l'intégration du phénomène des palenques dans la formation du discours national, nous traiterons la période allant de la révolution de 1959

jusqu'à 1976, moment où est promulguée la Constitution socialiste dans laquelle est reconnue la résistance des esclaves face à leurs maîtres.

- Sarah MAES, *Le rôle de l'éducation au sein du projet révolutionnaire de Salvador Alvarado au Yucatán, Mexique, 1915-1918* (soutenance juin 2008).
Résumé : En mars 1915, lorsque le Général Salvador Alvarado, accompagné de ses troupes, entre dans la ville de Mérida, capitale de l'Etat du Yucatán, il apporte avec lui l'idéologie d'un révolutionnaire. Alors que le Mexique est le théâtre d'une véritable guerre civile, le Yucatán est resté, depuis 1910, en dehors des combats qui déchirent le reste de la République. Au cours de son mandat de trois ans au Yucatán, Salvador Alvarado tente de réformer la société yucatèque, traditionnelle et hiérarchisée. Parmi les nombreuses réformes que le Gouverneur entreprend, il accorde une place de choix aux réformes du système éducatif yucatèque. En effet, il introduit des nouveautés éducationnelles telle la República Escolar, dont le but est de développer chez les élèves yucatèques un sentiment patriotique. Il tente de rendre l'éducation plus pratique, davantage tournée vers l'apprentissage d'un métier, et facilite l'accès à l'éducation pour les petites filles yucatèques. Il développe également un système important d'écoles rurales, destinées à l'éducation de la population indigène travaillant dans les nombreuses haciendas de la région.
L'analyse de ces réformes et des objectifs poursuivis par Salvador Alvarado permet de montrer que son idéologie révolutionnaire n'est pas, contrairement à ce que ce dernier prétend, d'inspiration socialiste. En effet, différents éléments prouvent son appartenance à une idéologie bourgeoise et capitaliste, tels que son nationalisme, ses ambitions économiques et sa vision de la place des Indiens ou des femmes dans la société mexicaine.
- Aline MERAT, *Stolen Generation : les enfants aborigènes retirés à leurs parents lors de la période dite de la politique d'assimilation en Australie (1940-1967)* (soutenance septembre 2007).
- Jonas PASQUIER, *Construction nationale et idéologie : autour de la présence de l'Argentine à l'Exposition Universelle de 1889* (soutenance en juin 2007).
Résumé : L'année 1880 marque la fin du processus chaotique d'unification nationale et de consolidation de l'Etat central argentin. Après la longue période de division qui suit la chute de Juan Manuel Rosas (1852), une ère de centralisme politique s'ouvre. Pendant les années 1880, le gouvernement va non seulement devoir s'occuper de concrétiser juridiquement et institutionnellement son pouvoir ; surtout, après avoir organisé l'état, il va devoir inventer la nation. En 1889, l'Argentine (de même que les autres nations latino-américaines) est en pleine phase de construction d'une collectivité nationale, processus qui s'accomplit sur les plans politique (« construction nationale ») et idéologique. En suivant cette distinction, le présent travail s'articule autour de ces deux grands axes, irrémédiablement imbriqués, puisque le second est un « soutien » symbolique indispensable au premier. Les Expositions universelles sont un objet d'étude des plus intéressants quant à la construction d'une image de la nation, puisqu'elles permettent la mise en scène d'une image « arrêtée » des pays qui s'y présentent. En ce qui concerne l'Argentine, la « rencontre » entre ces événements – célébrations de l'esprit libéral – et l'idéologie dominante du pays, qui s'organise selon les grandes lignes du credo libéral dans la seconde moitié du XIX^e siècle, semble providentielle. L'Exposition de Paris de 1889 est d'un intérêt tout particulier puisqu'elle se situe peu avant la grande crise économique et politique qui secoue le pays en 1889-1890, crise qui provoque justement un écaillage de cette « façade » de l'Argentine élaborée lors de l'Exposition universelle. S'intéresser à la représentation du pays dans ce contexte, c'est essayer de capter l'essence de la nation, d'expliquer le « projet » national et d'étudier les dynamiques politiques à l'œuvre dans tout le processus de construction de l'Argentine « moderne ».
- Liset REGUEIRO, *La revue « Cuba Socialista » (1961-1967). La construction du socialisme et la réécriture de l'histoire à Cuba.*
Résumé : L'historiographie fait généralement une différence entre la Révolution cubaine survenue en 1959 et l'événement que constitue sa déclaration socialiste de 1961. Plusieurs ouvrages consultés présentent la déclaration comme une rupture dans la quête historique de liberté et de souveraineté à Cuba. En parcourant la période qui débute avec l'arrivée de Castro sur la scène politique cubaine et mène à la victoire de 1959, en comparant les premières années révolutionnaires et les premières années de socialisme, nous avons dû revenir sur plusieurs années de conviction durant lesquelles nous pensions que Cuba

socialista se situait d'une manière ou d'une autre dans la continuité de Cuba libre, pour admettre que l'avènement du socialisme à Cuba marque en effet certaines ruptures dans l'histoire du pays. Ce constat nous a poussé à chercher des informations provenant de Cuba, contemporaines de la période qui débute en 1961, pour tenter de comprendre pourquoi Cuba ne s'est déclarée socialiste qu'en avril 1961. Une revue théorique, Cuba Socialista (09-61-02-67), paraît suite à la transformation socialiste de la Révolution cubaine afin de répondre à un besoin révolutionnaire. Du fait que nous avons eu la chance de pouvoir réunir l'intégralité des numéros de la revue, il nous a paru pertinent d'utiliser ce mensuel pour étudier l'arrivée du socialisme à Cuba. Notre étude est divisée en quatre chapitres. Le premier est une introduction historique destinée à poser le contexte des années 59 à 61. Le deuxième présente le mensuel dans son ensemble et analyse l'article éponyme « Cuba Socialista », signé par Fidel Castro. Ce premier texte nous a permis d'énumérer les raisons qui lui ont donné naissance, de comprendre ses objectifs, ainsi que de mettre en évidence un projet de relecture de l'Histoire. Le troisième chapitre, quant à lui, couvre le contexte historique des années de parution. Il propose le commentaire d'une série d'événements, par année d'édition et par thématique. Le dernier chapitre est consacré à l'écriture dans le périodique et au travail de réécriture de l'Histoire qu'on y rencontre.

- **Pablo ROULET**, Le Comité Suisse de Soutien au Peuple Sahraoui pendant les années de guerre au Sahara Occidental (1976-1991) (soutenance juin 2008).

Résumé : Le mémoire décrit le travail du Comité Suisse de Soutien au Peuple Sahraoui (CSSPS) en Suisse durant la période de guerre au Sahara Occidental, de 1976 à 1991. Cette histoire pose la question du rapport avec des pouvoirs politiques par un groupe réduit d'individus sur la base d'une légitimation de son action et de son insertion dans des réseaux politique. Le travail présente brièvement le conflit du Sahara Occidental entre le Maroc et le Front Polisario, puis évalue le rôle et l'identité politiques du CSSPS à travers son organisation, son discours et ses activités divisées en trois champs, par ailleurs étroitement mêlés: l'aide humanitaire, l'information et la politique.

L'histoire du CSSPS montre que ce groupe restreint d'individus peut avoir une influence réelle sur les questions sur lesquelles il travaille. L'aide humanitaire du CSSPS participe à la survie de la population réfugiée sahraouie en même temps qu'à la construction des bases matérielles d'un Etat sahraoui. Le travail d'information du CSSPS cherche à populariser le combat du Front Polisario et à introduire un débat public sur la question du Sahara Occidental en Suisse. Les activités politiques du CSSPS présentent une confrontation avec les autorités politiques suisses avant que la question du Sahara Occidental s'intègre progressivement dans l'agenda politique du Conseil fédéral en faveur d'une résolution du conflit.

- **Salina SCHMID**, Para que non nos subestimen a las mujeres y que nos den lugar para poder luchar. Le Comité de Amas de Casa dans la lutte syndicale de los mineros bolivianos 1961-1985.

Résumé : Ce mémoire de Master a pour sujet l'histoire politique et sociale contemporaine de la Bolivie, plus précisément la lutte des femmes minières qui ont remarquablement participé au mouvement syndicaliste de leurs maris et qui ont jusqu'à présent reçu seulement peu de considération. Dans une première partie, il est question de l'arrière-plan historique de ce pays andin. Depuis le début du XX^e siècle ce pays, marqué par un passé d'exploitation coloniale, connaît une émancipation continuelle qui finit par aboutir à la révolution de 1952. Lors de cet événement historique, l'ancien système féodal et patriarcal est définitivement renversé par un mouvement national de gauche. Cette révolution a également pour conséquence la nationalisation des mines, vielle revendication des mineurs qui vivent dans une misère accentuée. Néanmoins, la révolution n'amène pas tous les changements souhaités par le prolétariat minier et laisse la place à de nombreux régimes dictatoriaux. Dans une deuxième partie, ce travail focalise sur le rôle sociale et politique de l'engagement des femmes minières, qui elles et leurs enfants subissent le même destin que leur maris et pères et qui pour cela commencent à se mobiliser de manière organisée à partir de 1961, année de la fondation du Comité de Amas de Casa. La dirigeante la plus remarquable de ce Comité est la fameuse Domitila qui a réussi à faire connaître son histoire, principalement par le témoignage « Si me permiten hablar... ». Sur la base d'un entretien personnel avec ce personnage et de recherches approfondies dans les archives boliviens, ce travail analyse les actions des Amas de Casa, la structure de leur organisation et l'opposition rencontrée par ces femmes. Ces obstacles-là sont créés entre autres par des acteurs de leurs propres rangs, des mineurs conservateurs et machistes qui n'aiment pas voir leurs femmes détenir un rôle

dans la lutte contre la dictature et l'exploitation. Malgré cette résistance-là, les Amas de Casa réussissent à mobiliser le peuple, notamment à la fin des années septante lorsque elles organisent une grève de faim qui enclenche une mobilisation populaire aboutissant à la chute de l'un des plus cruels dictateurs. Cet événement contribue à ce que les femmes minières acquissent un statut plus important, mais jusqu'en 1985 quand le prolétariat minier est dissolu par l'Etat, le syndicat minier n'accorde pas au Comité de titre officiel et de fonction représentative.

- Emilie SOMMER, « Already you are becoming an American Lady »: l'immigration aux Etats-Unis entre 1892 et 1914 à travers les autobiographies de huit femmes juives d'Europe de l'Est (soutenance juin 2008).

Résumé : Au tournant du 20^e siècle, des millions de Juifs d'Europe de l'Est, dont une grande proportion de femmes, immigrèrent vers les Etats-Unis. Ce travail s'intéresse à l'expérience de ces femmes à travers les autobiographies de huit d'entre-elles qui ont immigré entre 1892 et 1914. A travers ces sources produites par les immigrantes, nous observons comment elles présentent leur pays d'origine et les diverses motivations de le quitter. Nous regardons ensuite quelles sont leurs attentes, et particulièrement la façon dont elles perçoivent les Etats-Unis, et le contraste avec la réalité une fois arrivées dans leur pays d'accueil. Ce travail est axé principalement autour des thématiques du changement d'apparence, du désir et de l'accès à l'éducation et du travail dans les centres urbains américains pour définir le quotidien de ces femmes dans leur nouvel environnement. Nous portons notre intérêt sur leurs stratégies d'adaptation et sur le regard de ces femmes sur leur nouveau pays. Enfin, nous présentons leur analyse personnelle de leur parcours et de leurs accomplissements afin de voir de quelles manières leur description des Etats-Unis est influencée par leur quête d'intégration.

THÈSES

SOUS LA DIRECTION DE SANDRINE KOTT :

- Valérie LATHION, Un Dimanche pour Dieu ou pour l'homme ? Une croisade philanthropique et religieuse pour la défense du dimanche chrétien. Modèles et pratiques aux XIX^e et début du XX^e siècles. Thèse de doctorat soutenue le 9 novembre 2007 à l'Université de Genève devant un jury composé de Mme Sandrine Kott (directrice de thèse, Genève) et MM. Robert Beck (Tours), Christoph Conrad (président du jury, Genève), Michel Grandjean (Genève, théologie), Laurent Tissot (Neuchâtel) et François Walter (Genève).

Résumé: Du dimanche traditionnel, jour du Seigneur et jour de fête, au dimanche envahi par les excès de l'industrialisation, du jour du repos et de la famille à une simple composante du week-end consacré aux loisirs, les représentations du dimanche, temps à part de la semaine, se sont égrenées au fil des décennies entre le XIX^e et le XX^e siècles. La transformation de l'usage du dimanche traditionnel après son envahissement par le travail continu, sept jours sur sept, a été perçue par l'Eglise comme un danger. Cette menace a provoqué la création d'un mouvement associatif en faveur du dimanche qui se donne une double mission, religieuse et humanitaire. Ce mouvement rayonne de Genève où la Société pour la sanctification du dimanche voit le jour en 1861 et la Fédération internationale pour l'observation du dimanche en 1876.

La première partie de notre thèse analyse la situation avant 1861. L'étude de la législation, des pratiques religieuses et des activités dominicales profanes à Genève de la Réforme jusqu'au milieu du XIX^e siècle démontre que la sécularisation est en marche déjà durant l'Ancien Régime. Cette partie s'achève par l'étude d'une société religieuse annonçant le mouvement associatif de la seconde moitié du XIX^e siècle, la Société pour la sanctification du dimanche dans le canton de Vaud.

La seconde partie est consacrée à l'étude du mouvement associatif dominical, de ses réseaux genevois, suisses et internationaux et de son organisation. Grâce au dépouillement intégral du riche fonds d'archives Alexandre Lombard (conservé à la Bibliothèque de Genève) consacré à ce mouvement associatif et encore jamais consulté, nous démontrons que l'association fondée par le banquier protestant Alexandre Lombard se rattache autant aux réseaux des associations religieuses issues du Réveil qu'aux associations philanthropiques de la Réforme sociale.

Les combats et les discours de ce mouvement sont analysés dans la troisième partie. La conquête du repos hebdomadaire s'est réalisée grâce à une argumentation socioéconomique et constitue l'une des pièces du puzzle des politiques sociales construisant

les Etats sociaux. L'emploi du temps libre a engendré un discours normatif et moraliste qui a tenté en vain de contenir la laïcisation des pratiques dominicales et qui voit dans le dimanche chrétien la solution à la question sociale. Mais l'avènement des loisirs a engendré de nouvelles représentations du dimanche et a produit une évolution des pratiques religieuses. Notre thèse s'achève sur la question de l'adaptation des Eglises face à la laïcisation du dimanche dans la société d'après 1945. Un vaste appareil critique est proposé en annexe, notamment des notices biographiques sur les membres de cette mouvance.